

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1015

3 juillet 2017

prix : 0,70 €

L'ÉTÉ

ÇA N'EST PAS FAIT
POUR **CASSER**
LE **CODE**
DU TRAVAIL !



L'édito de Véronique MAHE



Un véritable séisme s'est produit lors de la dernière séquence électorale balayant bien des certitudes. Face à son inquiétude de voir ses intérêts engloutis par une forte aspiration à la transformation sociale, la bourgeoisie a réussi à faire émerger un candidat au service de l'ultra-libéralisme. Emmanuel Macron a su surfer sur la tentation populiste du « ni droite ni gauche » et sur la déception du quinquennat Hollande.

Au sortir de cette période politique particulièrement difficile, où la gauche se trouve durablement brisée et écartée d'une perspective de pouvoir, nous avons à relever des défis inédits. L'élection de nos onze députés et leur volonté sans faille d'être utiles au pays ne doit pas nous dispenser de nous interroger sur nous-mêmes. Bien au contraire.

Est-ce qu'aujourd'hui nous, communistes, croyons encore à l'utilité du rôle du PCF ? Est-ce réellement le moment d'en rajouter au découragement en multipliant des appels sur la disparition ou pas du PCF ?

L'attente des communistes était grande vis-à-vis des débats et des décisions prises lors du dernier Conseil National. L'annonce d'un congrès extraordinaire et les propositions faites par Pierre Laurent vont dans le bon sens et font preuve d'esprit de responsabilité. Nous avons la conviction commune qu'il y a plus que jamais besoin d'un parti comme le PCF, fort de ses militants et élus, riche de son enracinement et de son expérience, animé d'une conception de classe. Afin d'apporter les changements qui s'imposent, il est indispensable de dresser un bilan sans concession et de mener un véritable débat avec les militants.

Notre ambition est d'être identifié comme le parti de la riposte, de la résistance et de la reconquête. Alors ne perdons pas de temps, ouvrons des chantiers de travail dans nos sections et nos cellules. Puisque nous voulons redonner sa force au peuple, redonnons un horizon à nos combats ! Puisque la question de la gauche est la question d'avenir, faisons preuve d'audace ! En quelques mots : rendons sa modernité au communisme !

Législatives



11 députés communistes **2**

PCF : Conseil National



La parole aux militants **3**

Fête des Nouvelles



Une belle édition 2017 **4**

NDDL



Les communistes entendus **7**

Université d'été



Du 25 au 27 août à Angers **8**

Déjà mobilisés

A peine élus, déjà mobilisés, les députés communistes ont rejoint le rassemblement contre la casse du code du travail qui a eu lieu le 27 juin dernier à l'appel d'une intersyndicale - CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL - (voir page 5) en présence de nombreux militants et des sénateurs communistes.

Le combat ne fait que commencer pour les 11 députés communistes qui font preuve dès le début de la nouvelle mandature de leur engagement contre toutes les lois et politiques rétrogrades qui menacent les salariés de ce pays.



Législatives 2017

2

11 députés Communistes



Alain Bruneel

Député de la 16^{ème} circonscription du Nord (59)
Elu avec 55,9% des suffrages exprimés



André Chassaigne

Député de la 5^{ème} circonscription du Puy-de-Dôme (63)
Elu avec 67,5% des suffrages exprimés



Elsa Faucillon

Députée de la 1^{ère} circonscription des Hauts-de-Seine (92)
Elue avec 55,2% des suffrages exprimés



Fabien Roussel

Député de la 20^{ème} circonscription du Nord (59)
Elu avec 63,9% des suffrages exprimés



Hubert Wulfranc

Député de la 3^{ème} circonscription de Seine-Maritime (76)
Elu avec 61,1% des suffrages exprimés



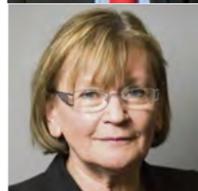
Jean-Paul Dufregne

Député de la 1^{ère} circonscription de l'Allier (03)
Elu avec 51,9% des suffrages exprimés



Jean-Paul Lecoq

Député de la 8^{ème} circonscription de Seine-Maritime (76)
Elu avec 62,7% des suffrages exprimés



Marie-George Buffet

Députée de la 2^{ème} circonscription de Saint-Denis (93)
Elue avec 59,6% des suffrages exprimés



Pierre Dharréville

Député de la 13^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône (13)
Elu avec 62,4% des suffrages exprimés



Sébastien Jumel

Député de la 6^{ème} circonscription de Seine-Maritime (76)
Elu avec 52,3% des suffrages exprimés



Stéphane Peu

Député de la 2^{ème} circonscription de Saint-Denis (93)
Elu avec 58 % des suffrages exprimés

Renouvellement politique ?



Après le second tour des élections législatives, La République en Marche, le mouvement du Président de la République, Emmanuel Macron, rafle la mise, devenant ainsi la 1^{ère} formation politique du pays. Avec 308 députés, la majorité absolue à l'assemblée, **le nouveau président et son gouvernement vont avoir les mains libres pour mettre en œuvre, sous couvert de renouvellement, un programme libéral des plus rétrogrades** : 60 milliards d'économies budgétaires devant se traduire par la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires en cinq ans, la réduction des dépenses de fonctionnement de l'assurance chômage : 10 milliards d'euros. Ajoutons à cela la casse programmée du code du travail, l'augmentation de la CSG ou encore l'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, s'agit-il vraiment du renouvellement politique annoncé ou de la continuation/accentuation des politiques libérales qui liment le pays ?

Chez Macron tout n'est que duperie. Le gouvernement Philippe I comme le gouvernement Philippe II (après le départ des ministres MODEM) présentés comme de véritables gouvernements d'union nationale, riches de leur diversité, comprenant des socialistes, des centristes, des « marcheurs », des LR, des experts de la société civile... marchent en fait d'une manière unanime vers la mise en œuvre du projet présidentiel. Fort de sa légitimité électorale, malgré l'abstention record des législatives et une perte de plus de 2 millions de suffrages entre présidentielle et législatives, le président et la majorité veulent renverser la table.

Assemblée nationale Une progression pour le PCF

Pour faire face aux mauvais coups à venir la gauche devra dès demain se mobiliser, dans la rue, cela semble inévitable, mais également dans les institutions. Dans un regrettable contexte de division des forces de gauche, d'une abstention record, 11 députés communistes ont été élus, contre 7 dans la précédente mandature. Ils seront demain, un des points d'appui de l'opposition de gauche aux politiques gouvernementales.

Pour autant, malgré cette progression en sièges, le PCF réalise un peu partout en France de mauvais résultats comme c'est le cas en Loire-Atlantique, hormis dans la 1^{ère} circonscription du département où Aymeric Seassau (secrétaire départemental du PCF44) a obtenu 7,25% des suffrages. Un bon score au regard de la moyenne nationale et départementale dû à un travail de rassemblement de la gauche. Le candidat avait le soutien –outre du PCF- de Benoît Hamon, du MRC ainsi que de nombreuses personnalités qu'ils soient élus, syndicalistes ou acteurs du monde culturel et associatif.

A l'assemblée nationale, les 11 députés communistes forment un groupe avec quatre élus ultramarins sous la présidence d'André Chassaigne. D'ores et déjà, le groupe entend poursuivre le travail de rassemblement et propose de se coordonner avec celui de la France Insoumise afin d'être le plus efficace possible face à la majorité En Marche. C'est le Député de la Seine-Maritime, Sébastien Jumel (également Porte-parole du groupe avec Pierre Dharréville) qui sera chargé de la liaison entre les deux groupes.

Pour autant ce travail ne saurait être efficace sans la remobilisation du peuple de gauche et les questions sociales vont s'imposer dès l'été, notamment autour de la nouvelle loi travail. Dans la précédente mandature les députés communistes s'étaient fortement opposés à la loi El Khomri proposant quant à eux une autre loi construite avec les acteurs du monde social. Leur texte posait les fondements d'une sécurité d'emploi et de formation pour chacun, en vue d'éliminer le chômage et la précarité, c'est sans doute sur la base de cette expérience que les députés communistes vont faire de nouvelles propositions.

C'est en tout cas sur ce relais que pourront s'appuyer les forces sociales pour faire avancer leur revendication à l'assemblée nationale où subsiste encore, malgré le silence des commentateurs, un groupe porte-voix des exigences populaires qui non seulement se battra contre les mauvais coups du gouvernement, mais sera force de propositions.

« Notre réinvention doit être résolument offensive »

« Je vous propose de lancer un processus de profonde transformation de notre parti »

« Notre audace doit être le contraire d'un renoncement. Parce que notre force, avec son originalité culturelle, d'idées, de pratiques et de projet, reste indispensable à la réinvention plus globale d'un projet de transformation majoritaire »

Pierre Laurent

Introduction au travaux du CN des 23 et 24 juin 2017



PCF : La parole aux militants

3

On ne lâche rien !!!

Affiches, tracts, ventes de vignettes pour la fête de l'humanité, les communistes seront sur le pont tout l'été.

Matériels disponibles qui peuvent être imprimés à la Fédération :

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES MOBILISÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONTRE LES ORDONNANCES MACRON

 Alain Brunel Nord (59)	 Marie-George Buffet Seine-Saint-Denis (93)	 André Chassaigne Puy-de-Dôme (63)
 Pierre Dharreville Bouches-du-Rhône (13)	 Jean-Paul Dufrenge Allier (03)	 Elsa Faucillon Hauts-de-Seine (92)
 Sébastien Jumeil Seine-Maritime (76)	 Jean-Paul Lecocq Seine-Maritime (76)	 Stéphane Peu Seine-Saint-Denis (93)
 Fabien Roussel Nord (59)	 Hubert Wulfranc Seine-Maritime (76)	

LÉGISLATIVES 11-18 JUIN 2017

Le Conseil national du PCF adopte une résolution et lance un débat autour de l'avenir du Parti

Après la dernière période électorale qui a vu le mouvement de l'ancien ministre de l'économie rafter la présidence ainsi que l'assemblée nationale et la gauche s'effondrer sur ses divisions, les communistes ont tenu un conseil national le 24 juin dernier.

Ils ont à l'issue de ce conseil, adopté une résolution qui partant de l'analyse de la dernière période invite les militants à entamer un processus de débat en vue de l'organisation d'un congrès extraordinaire en 2018.



Le CN fait d'ailleurs la proposition de 12 premières questions pour lancer le débat, questions qui ne demandent qu'à être enrichies (voir ci-dessous).

D'ores et déjà, le PCF entend être de toutes les mobilisations et affronter les défis de la nouvelle période. Il appelle

Dans cette résolution, le PCF fait le constat d'une période électorale qui accélère le remodelage du paysage politique français et d'une défiance toujours plus grande des Français envers les institutions politiques.

Cette nouvelle situation politique à l'issue des élections pose donc la question du rôle et de l'avenir du PCF alors même que la gauche de transformation sociale est profondément divisée malgré les efforts des communistes pour aller contre cet état de fait.

Il est fait dans cette résolution, le constat d'un échec aux élections législatives malgré l'élection ou la réélection de 11 députés.

à la mobilisation de toutes les forces, individuelles et collectives, de la transformation sociale, démocratique et citoyenne, pour relever l'ensemble des défis à venir.

Le PCF s'engage donc dans la bataille contre les ordonnances d'une loi travail 2, pour la démocratisation des institutions et la défense des libertés publiques et prendra part à l'ensemble des mobilisations contre l'instauration de l'état d'urgence dans le droit commun.

A la rentrée, après leur université d'été, les communistes vont se mobiliser pour faire de l'édition 2017 de la fête de l'humanité une grande édition. Viendront ensuite les élections sénatoriales (le 24 septembre) qui constitueront la troisième et dernière étape du cycle électoral de 2017.

Dans ce contexte, le PCF est appelé à se réinventer, il se doit de remettre en chantier une stratégie et des pratiques de conquête et de victoire durables pour la transformation sociale. S'ouvre donc dès à présent un processus de débat, d'actions et d'élaboration collective qui verra son aboutissement par la tenue d'un congrès en 2018.

Enfin, le PCF ne se résout pas à la crise et à l'affaiblissement historique de la gauche et entend relever les défis de sa reconstruction, il invite donc l'ensemble des communistes à s'adresser aux millions de femmes et d'hommes qui veulent redonner à la gauche tout son sens et qui sont prêts à réfléchir, à débattre et à agir avec toutes les forces engagées au service du mouvement populaire et citoyen.

Ce travail, pour aboutir, a besoin de l'intelligence collective.

Concrètement :

Résolution du Conseil national : Une première liste ouverte de questions à traiter

- Comment redevenir le parti des classes populaires, au travail, à l'entreprise, dans les quartiers populaires et la ruralité ?
- Quelle stratégie de transformation concrète de la société, comment devenir un parti de la conquête citoyenne, dans une visée révolutionnaire ?
- Comment, à partir de nos bonnes pratiques locales et du travail de nos élu-e-s, de toutes nos expérimentations militantes, construire des outils de notre stratégie nationale de transformation sociale ?
- Quel rassemblement voulons-nous, avec qui, comment ?
- Quel nouveau modèle d'organisation ?
- Quelle conception des collectifs de direction ?
- Comment reconstruire notre communication et notre identité ? Quels moyens humains et financiers pour mettre en œuvre ces politiques ?

Quel Calendrier ?

Dès aujourd'hui, les communistes s'engagent dans un processus de débat, notamment autour des 12 premières questions.

Le 14 octobre 2017 se tiendra une assemblée nationale des animatrices et des animateurs de section afin de tirer le bilan de la première consultation et d'établir l'ordre du jour du congrès. Le congrès extraordinaire pourrait se tenir soit avant l'été, soit à l'automne 2018.



POUR une politique extérieure de la France porteuse de PAIX, de JUSTICE de DÉVELOPPEMENT, de SOLIDARITÉ

Le gouvernement mis en place par le président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe, début mai, sera dans la lignée des choix en matière de politique internationale et européenne faits par ses deux prédécesseurs.

La nomination de l'ancien ministre de la Défense, JY Le Drian, au ministère de « l'Europe et des Affaires étrangères », en duo avec Mariette de Sarnez chargée des Affaires européennes, et la nouvelle dénomination du ministère de la Défense, rebaptisé « ministère des Armées » avec Sylvie Goulard à sa tête, ne sont pas de nature à susciter l'espoir de voir la France prendre enfin l'initiative d'une grande politique extérieure de sécurité humaine mondiale, de lutte pour le co-développement et contre la mainmise des marchés et institutions financières sur les logiques de mondialisation.

Ces décisions laissent au contraire présager l'accroissement de la dérive militaire de notre politique internationale et la perte accrue de notre indépendance militaire au profit d'une « défense européenne », en réalité complètement intégrée à l'OTAN selon, et depuis, les termes du traité de Maastricht et de Lisbonne.

L'une des premières décisions du chef de l'État est de parler – suivant les vœux du président Trump pour



- tous les pays membres de l'OTAN – le budget de la défense nationale de notre pays à 2% du PIB, et ce dès 2022, soit à plus de 50 milliards d'euros contre les 32,7 milliards (dont 3,5 milliards pour les armes nucléaires) en 2017.
- Cette augmentation, qui va avec celle de la vente d'armes au plan mondial, nous engage dans une nouvelle course aux surarmements, alors qu'E. Macron ne donne pas signe, par ailleurs, d'engager notre pays dans le processus d'élaboration du traité international d'interdiction de l'arme nucléaire initié par l'ONU en décembre 2016.
- À Gao (Mali) le 19 mai, le président Macron a annoncé vouloir prendre des initiatives de développement dans le cadre d'une « Alliance pour le Sahel » mais sans donner d'informations précises sur ses contenus et contours.
- À Bruxelles, le président français ne s'est pas opposé à la décision d'engager les armées des pays membres de l'OTAN dans la coalition internationale contre l'EI au Proche-Orient, contenant encore et toujours la « lutte contre le terrorisme » à une dimension militaire qui, dorénavant, pourrait se traduire par l'envoi de troupes dans les zones de conflit.

QUAND LA GUERRE EST DEVENUE UN COMMERCE, LA PAIX DOIT ÊTRE UN PROJET POLITIQUE PRIORITAIRE INTERNATIONAL

- Nous sommes des dizaines de millions de femmes et d'hommes en France, des centaines de millions en Europe et dans le monde à aspirer à la paix.
- La sécurité humaine collective consiste à rompre avec les politiques de la peur, les logiques opportunistes et mercantiles, et la logique de guerre.
- La France, en adoptant une diplomatie préventive et de l'intérêt partagé peut, dans un même mouvement, engager au plan international, européen et national une série d'initiatives majeures.
1. Participer à l'élaboration, ratifier et appliquer le traité de désarmement et d'interdiction des armes nucléaires de la Conférence internationale dont l'ONU a engagé les négociations ce 27 mars 2017.
 2. Mettre fin aux ventes d'armes aux pays belligérants ou participant à une mortification des humains.
 3. Demander une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU pour engager dès cette année la préparation de la première « COP de la finance mondiale, de l'immobilier et de la justice fiscales » (résolution adoptée à l'Assemblée nationale en février 2017 sur proposition du député communiste Alain Boscquet).



L'ÉTÉ ÇA N'EST PAS FAIT POUR CASSER LE CODE DU TRAVAIL !

NON AUX ORDONNANCES MACRON

2017, L'humain d'abord ! PCF FRONT DE GAUCHE



Vente de vignettes pour la fête de l'Humanité

A l'occasion de la présence de Fabien Gay, le directeur de la Fête de l'humanité dans notre département, une vingtaine de camarades se sont donné rendez-vous à Nantes place du commerce pour promouvoir la fête de l'Humanité 2017.

Après avoir vendu 30 vignettes, la section de Nantes les a invités pour un barbecue afin de continuer les échanges.



Les fêtes au rendez-vous

4

Retour sur la Fête des Nouvelles 2017



Le rendez-vous annuel du mensuel de la fédération du PCF « Les Nouvelles de Loire Atlantique » s'est déroulé les 3 & 4 Juin derniers dans une ambiance toujours aussi chaleureuse et fraternelle. C'est entre repas, concerts, débats, jeux et découverte des différents stands que la fête s'est déployée dans une atmosphère toujours aussi positive.

Temps festif, fraternel et politique unique dans le paysage local, cette année encore culture et engagement, festivité et mise en débat étaient de la partie. Accueillant pas moins de 2000 personnes sur le week-end, elle fait perdurer cette tradition propre aux fédérations du PCF. Celle de rassembler militants, sympathisants et citoyens de tous horizons lors d'un rendez-vous populaire.



Sur le site de la fête, nombre de stands ou d'activités étaient accessibles : un espace solidarité où différentes associations et organisations ont pu présenter leurs actions et leurs mouvements. Avec par exemple le « secours populaire » ou encore « femmes solidaires ». Un espace « lutte », lieu de rendez-vous et de propositions avec les acteurs du mouvement social du département où vous pouviez par exemple retrouver la « CGT jeunes » ou

encore « France Palestine Solidarité » présentant leurs campagnes sur la scène locale, nationale et internationale. Enfin, un espace « Jeunes » mis en place par les Jeunes Communistes, lieu convivial où l'espoir se mélangeait aux propositions concrètes contre la précarité, pour la paix et les solidarités ...

L'ambiance quant à elle était chaude le samedi avec la programmation de divers concerts de rock (Toxic TV, Del Rio, Ping Pong Show...). Et notamment La Jarry, groupe de rock français au son puissant qui a clôturé la soirée ! La journée du dimanche s'est ouverte dans une tonalité clairement militante, avec deux débats en présence de Patrice Bessac président de l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains) et

Christophe Priou (LR) autour de la nouvelle majorité à construire, l'autre autour de l'industrie du bassin nazairien en présence d'acteur du monde syndical notamment Fabrice David (secrétaire de UD CGT44). S'en est suivi un meeting ouvert par les discours d'Aymeric Seassau, secrétaire départemental de la fédération PCF, de Véronique Mahé et Yvon Renevot. Les nombreux participants ont pu conclure ce week-end en écoutant Gilles Servat, chanteur et musicien engagé. **La fête rebelle et fraternelle fût donc cette année encore un évènement incontournable dans le département, et une occasion pour tou-te-s d'échanger, de s'amuser et surtout de contribuer à construire les réponses politiques offensives dont nous avons plus que jamais besoin.**

Rendez-vous l'année prochaine !



Photos : Patrice Morel

Du 15 au 17 septembre 2017 - Fête de l'Humanité

Le 27 juin dernier, plus d'une vingtaine de militants communistes s'étaient donné rendez-vous place du commerce à Nantes pour une prévente des vignettes de l'Humanité. Parmi les militants se cachait Fabien Gay, Directeur de la Fête !



Pour l'homme fort du plus important évènement politique national qui attire chaque année près d'un demi-million de personnes, l'édition 2017 est celle du plus grand rassemblement nécessaire pour poser les fondations d'un monde nouveau. Et d'insister : « les gens ont besoin de se retrouver, d'échanger, de redonner du souffle et ses valeurs à la gauche, la fête sera l'occasion d'esquisser un nouveau chemin utile aux salariés, aux citoyens qui aspirent à une autre société ».

Comme chaque année, en camarades, on échangera autour d'idées, on referra le monde après un concert, un film ou une pièce de théâtre... Les animations ne manqueront pas, sont annoncés Iggy Pop, Renaud, Trust,

Gojira, Dub Inc ou dans un autre registre Pierre-Emmanuel Barré...

La fédération de la Loire-Atlantique, sera également présente avec sa table ô combien réputée et ses très attendus plateaux de fruits de mer arrosés de Muscadet. Chaque année, ce sont près d'une centaine de bénévoles qui font tourner le stand dans une ambiance aussi fraternelle qu'engagée et qui vous attendent déjà avec impatience.

Pour participer à cette édition 2017 qui s'annonce déjà mémorable, rien de plus simple, prendre sa vignette de soutien sans attendre ! La fédération de Loire-Atlantique en tient disponible à tous ceux qui souhaitent se rendre ou tout simplement soutenir la Fête du quotidien communiste.

Dans deux mois, vous ferez la fête de l'humanité pendant 3 jours à la Courneuve une aventure humaine, politique, sociale irremplaçable pour remettre le monde à l'endroit et construire demain.

La vignette en prévente à 25€

Acheter votre pass 3 jours en prévente militante à 25€, les places sont à réserver auprès de la fédération de Loire-Atlantique : 41 rue des olivettes à Nantes ou au 02.40.35.03.00





Le chômage ne baisse pas !

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (personnes sans emploi tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi) passe de 3 471 800 à 3 494 100 inscrits à Pôle Emploi (soit +0.6% sur 1 mois, + 0.9% sur 3 mois) alors que le nombre des demandeurs en catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite) augmente de 3 500 personnes pour atteindre les 2 066 700 (soit + 0.2 % sur 1 mois, + 0.8 % sur 3 mois et surtout + 8 % sur 1 an).

Non seulement le chômage ne baisse pas mais les catégories de travailleurs précaires ne cessent d'augmenter !

Le social au coeur 5

Loi Travail XXL : moins de droits, plus de précarité !

Le président de la République persiste dans sa volonté de légiférer par ordonnances sur le Code du travail, alors que celui-ci vient d'être baissé de son salaire prévu dans un accord sans possibilité de recours.

Le gouvernement a d'ores et déjà engagé des rencontres avec les organisations syndicales et patronales sur la réforme du droit du travail. Chaque organisation est reçue individuellement, en tout et pour tout six fois une heure... Ni plus ni moins ! Plusieurs centrales syndicales ont décidé de participer à ces réunions. La CGT aussi, avec la volonté d'y défendre un double objectif : avoir une législation du travail renforçant les droits de l'ensemble du monde du travail (salariés et non-salariés) et dénoncer l'idée selon laquelle les droits collectifs seraient responsables du chômage. La centrale de Montreuil sur la base d'un document de 15 pages a mis sur la table des propositions allant dans ce sens.

Les syndicats sont d'ailleurs reçus, fait unique en son genre, sans que le ministère ne dévoile précisément ses intentions. Il faut lire la presse pour découvrir les principales mesures du futur projet de loi. On y apprend, par exemple, qu'un CDI de « projet », dans la droite ligne du CPE (Contrat Première Embauche) rejeté par la rue en 2006, serait créé pour allonger dans le temps la précarité et pour supprimer toutes contraintes financières pour les employeurs. Ce n'est ni plus ni moins qu'une vieille revendication du Medef. On y apprend également qu'il serait laissé la possibilité de licencier des salariés qui refuseraient d'adapter leur contrat de travail à un accord



Alors que 70% de l'opinion publique et une majorité de syndicats ont rejeté la loi dite El Khomri, ce gouvernement veut écrire une loi pire que la précédente ! C'est dans ce cadre que plusieurs organisations syndicales ou politiques dont le PCF et ses élus organisent la contre-offensive.

C'est le sens de la campagne politique estivale proposée Place du Colonel Fabien avec le slogan « L'ÉTÉ ÇA N'EST PAS FAIT POUR CASSER LE CODE DU TRAVAIL » ! L'enjeu est de lancer une campagne d'information, de débat mais aussi de mobilisation en allant à la rencontre des salariés dans les services publics, les entreprises et les territoires, dans le public comme dans le privé.

Les assistant-e-s maternel-le-s de Loire-Atlantique créent leur syndicat



Passionnant et utile socialement, le métier d'assistant-e maternel-le est également source de précarité. Pour défendre leurs droits et porter leurs revendications, les assistant-e-s maternel-le-s de Loire-Atlantique ont décidé de s'organiser et de créer un syndicat départemental. Accueillant un ou des enfants à leur domicile privé, **les assistant-e-s maternel-le-s sont salariés du particulier employeur parent de l'enfant ou des enfants accueillis. Ils/elles sont plus de 13 000 en Loire-Atlantique, et représentent 60 % de l'offre d'accueil des enfants de moins de trois ans.**

Ce métier souffre de zones d'ombres : manque de reconnaissance professionnelle, isolement, manque d'informations sur les droits, statut précaire sans déroulement de carrière... Autant de difficultés auxquelles s'ajoute le biais des stéréotypes de genre.

Pour faire face à ces difficultés, les assistant-e-s maternel-le-s de Loire-Atlantique ont donc décidé de s'organiser pour créer le syndicat CGT des assistant-e-s maternel-le-s de Loire Atlantique, et s'engager pour gagner la reconnaissance du métier, lutter contre l'isolement, s'unir et défendre leurs intérêts individuels et collectifs.

Reprise fragile ou affaiblissement structurel de notre économie ?

« L'Insee plus optimiste que jamais... L'institution statistique table en effet, dans sa note de conjoncture de juin, sur une croissance de 1,6 % pour 2017 en France, un plus haut depuis 2011. » Cette phrase relevée chez nos confrères du Figaro est à l'image des propos plutôt rassurants déployés à longueur de colonne et d'antenne suite aux dernières évaluations de l'Insee concernant l'économie hexagonale. Reprise fragile ou affaiblissement structurel de notre économie ? Telle devrait plutôt être l'interrogation à la vue de la situation actuelle de l'emploi et de l'appareil productif français.

En effet, s'agissant de l'emploi, l'INSEE nous dit qu'en 2016 « les pertes nettes d'emplois industriels ont atteint moins de 21 000 après moins de 34 000 l'année précédente. » Les anticipations des industriels sur leurs effectifs ne sont d'ailleurs pas rassurantes, la baisse de l'emploi se prolongerait selon l'institut au même rythme au cours des trois derniers trimestres de 2017.

Le cœur du décrochage économique & social du pays est là. Depuis plusieurs décennies les politiques de dérégulation, conduisent à détruire chaque année des quantités considérables d'emplois productifs via des délocalisations (Electroménagers, automobile, équipement...). Ce cercle vicieux de destruction d'emplois productifs implique une incapacité à satisfaire notre marché intérieur et extérieur. Quid de la réelle prise de conscience du nouveau président de la République, son gouvernement et sa majorité de députés de cette réalité ?



Convention TER : non à la casse du service public.



Le Conseil Régional et SNCF Mobilités négocient une nouvelle convention TER pour les 5 ans à venir. Entre la position libérale de la majorité régionale qui veut ouvrir le TER à la concurrence et une SNCF Mobilités uniquement tournée vers les profits, les usagers et les cheminots n'ont pas voix au chapitre. Les usagers, les salariés, ont pourtant un besoin vital de trains, au bon prix, aux bons horaires, fiables et qui circulent en toute sécurité pour se rendre au travail ou pour leurs déplacements personnels.

La CGT cheminot rappelle d'ailleurs que « **les politiques d'austérité budgétaire, la dette de 54 milliards d'€ du système ferroviaire et les choix budgétaires pro-routiers du conseil régional font parties des éléments qui concourent au manque d'ambition pour le TER.** » C'est dans ce contexte qu'un rassemblement s'est déroulé le 23 Juin dernier devant le Conseil Régional pour faire entendre les exigences légitimes des salariés et usagers.

Non à la criminalisation de l'action syndicale : solidarité avec Miguel SALLES !

Toute la CGT ainsi que plusieurs représentants d'organisations politiques dont une délégation du PCF ont réaffirmé leur pleine solidarité à Miguel SALLES lors d'un rassemblement le mercredi 21 juin dernier devant le tribunal des Prud'hommes.

Pour rappel, Miguel SALLES avait été convoqué à un entretien à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement pour des événements qui se seraient produits sur un barrage situé au niveau de l'aéroport Nantes-Atlantique dans le cadre des journées d'action contre la loi Travail.

La direction lui a infligé trois jours de mise à pied.

Le mois dernier, le tribunal civil de Nantes, saisi par le salarié Airbus qui accusait Miguel de « violence n'ayant pas entraîné d'arrêt de travail », a relaxé Miguel de toute condamnation. En toute logique, le syndiqué a donc contesté devant les Prud'hommes la sanction disciplinaire qu'il a subie dans son entreprise pour les mêmes accusations.

Départ magique pour un événement unique à Saint-Nazaire

160.000 personnes sont venues voir samedi 25 juin, le Queen Mary II prendre le départ d'une course transatlantique jusqu'à New York, face à quatre multicoques géants. Il s'agissait du point d'orgue des célébrations du centenaire du débarquement des troupes américaines à Saint-Nazaire, venues en 1917 soutenir les Alliés du front de l'Ouest.

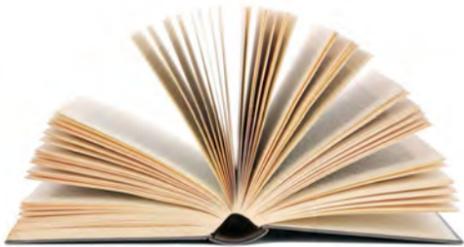
En provenance du Bourget, un A380 est venu saluer dans un vol très bas, lent et silencieux, les cinq géants prêts à traverser l'océan Atlantique. Les tonnerres d'applaudissements qui ont salué son passage témoignent de la reconnaissance par la population de ces deux symboles de l'excellence industrielle à la française, dont notre département peut s'enorgueillir.



Culture, idées, sciences

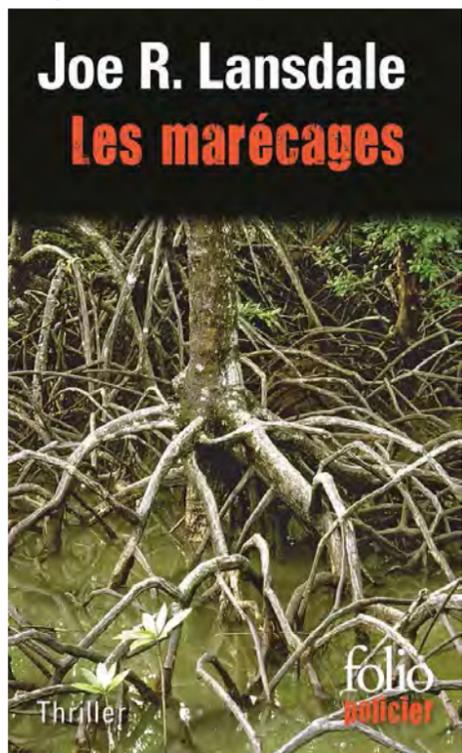
6

Lecture



Le thriller de l'été !

Début des années 1930, East Texas, rien ne semble avoir bougé depuis la guerre de Sécession, le Ku Klux Klan est omniprésent et règne en maître, les lynchages demeurent. Dans une petite bourgade isolée, au bord de la Sabine River, Harry, 11 ans, et sa sœur découvrent le cadavre mutilé d'une noire accroché à un arbre. Dans cette ville si petite et tranquille qu'elle n'a pas de sheriff, c'est le père d'Harry, coiffeur, qui tient le rôle de constable. Et il est bien le seul à tenter de trouver l'assassin. La population blanche ne s'inquiète pas. N'importe quel Noir fera l'affaire jusqu'à ce que les cadavres changent de couleur de peau...



« Les Marécages » décrivent la vie d'une petite bourgade de l'Amérique profonde avec ses personnages haut en couleurs, les jalousies, les lâchetés, la ségrégation raciale.

Joe R. Lansdale nous emmène dans une histoire frémissante, humainement dure et sordide, mettant en relief toute la dignité et la force des gens qui se battent pour faire évoluer les choses. Avec ce livre, il signe un des meilleurs romans noirs jamais écrits.

On sourit, on s'indigne, on s'émeut, on se régale, et on lit le bouquin d'une traite, incapable de le lâcher une fois qu'on l'a ouvert !

Révolution d'Octobre, cent ans après ?



Kouzma Petrov-Vodkin, Fantaisie, 1925
Huile sur toile, 50x64,5 cm, Musée russe, Saint-Petersbourg

2017 est l'année du centenaire des dix jours qui ébranlèrent le XXe siècle, selon la formule de John Reed reporter américain. L'Humanité lui consacre un numéro hors-série auquel ont contribué de nombreux historiens, écrivains et journalistes. Cette publication de 108 pages est disponible chez votre marchand de journaux ou sur commande directement à l'Humanité, au prix de 9 euros.

Il y a cent ans, la guerre n'en finissait pas de décimer les populations européennes, la vie de centaines de milliers de jeunes gens s'abîmait à Craonne, à Verdun ou sur la Somme. Dans ce contexte désespérant, le mouvement ouvrier, trahi par l'internationale socialiste, qui n'avait pas empêché la tuerie européenne, tournait son regard et ses espoirs vers la Russie. Le vaste et archaïque empire de la dynastie tricentenaire des Romanov était entré en révolution depuis février, quand les ouvriers et les femmes de Petrograd avaient chassé Nicolas II. En cette fin d'octobre, une insurrection populaire renversait le gouvernement provisoire. Parvenu au pouvoir, le parti bolchevik de Lénine se fixait pour tâche la réalisation de la révolution socialiste.

Après un siècle, que reste-t-il du message d'Octobre ?

C'est là le point de départ de ce numéro hors-série. Retrouvez également dans le Portfolio, l'affiche, Etendard de la Révolution, qui donne à voir toute la fertilité de la production artistique politique de ces premières années de la révolution soviétique.

En co-production avec France-Inter, Télérama sort également un hors série OCTOBRE1917 l'insurrection culturelle (Littérature, Théâtre, Arts plastiques, Musique, Photographie, Cinéma)



Comment la com' piège les peuples

« Ils sont quatre...

Le premier d'entre eux, Albert D.Lasker, façonne la publicité moderne. On lui doit, pour une part, la genèse de la notion de marque.

Le second, Ivy Lee, est un inventeur, une sorte de bricoleur de l'influence et de la réputation. Il invente tout à la fois le communiqué de presse, la communication de crise et la Fondation d'entreprise.

Le troisième, Edward Bernays, théorise, psychanalyse à l'appui, les relations publiques et érige la « fabrique du consentement » comme le principe actif de l'adhésion des peuples aux élites.

Le quatrième, John Hill, industrialise l'activité en l'imbriquant toujours plus à l'appareil d'Etat de l'Empire américain. Dès l'origine, la com' est la complice d'une certaine conception du monde, de la société et du pouvoir. Elle est la langue universelle des oligarchies. »

L'auteur, Arnaud Benedetti, est professeur associé en histoire de la communication à l'université Paris Sorbonne.

(C'est lui qui en 2016 publie au Cherche-midi Communiquer c'est vivre: entretien avec Dominique Wolton).

Ce petit livre de moins de 100 pages sorti en mars dernier aux éditions du Cerf (8 euros), reprend « du plus profond de l'histoire », les âges de la com' jusqu'à aujourd'hui.

Des propagandistes aux fils de pub, des conseillers d'image aux spin-doctors, de la Maison Blanche à l'Elysée, c'est la chronique de cette domination et de cette libération que retrace en historien critique et en acteur engagé l'auteur.

Longtemps la com' des politiques aura été la langue des oligarchies. De cette machinerie démagogique, les peuples commencent à s'affranchir.

Un livre incisif, mené au pas de charge et tirant à bout portant, pour comprendre les captations d'hier, les contestations d'aujourd'hui et les révolutions de demain.



Les chiffres

En 2050, la France compterait 74 millions d'habitants, dont 20 millions de plus de 65 ans.

La population en âge d'être active (20-64 ans) baisserait de 588.000 personnes et ne représenterait que la moitié de la population. La part des jeunes (moins de 20 ans) va augmenter mais modérément pour représenter 22,3% de la population.

Marie-Pierre Vieu devient députée européenne



En 2014, elle était 2ème sur la liste Front de gauche menée à l'époque par le leader du Parti de Gauche pour les élections européennes dans la circonscription Sud-Ouest.

Non cumul de mandats oblige, au soir du dimanche 18 juin, Marie-Pierre Vieu est donc devenue députée européenne, grâce à l'élection de Jean-Luc Mélenchon aux législatives.

Au cœur des collectivités

7

Notre-Dame-des-Landes

La seule alternative, le transfert !

Jeudi 22 juin 2017, une délégation de la Fédération du Parti Communiste Français de Loire-Atlantique, composée de Gilles Bontemps, Robin Salecroix et Philippe Denis, était reçue par la mission ministérielle chargée d'engagée une « médiation » concernant le transfert de l'aéroport de Nantes Atlantique à Notre Dame des Landes.

Cette mission ne conduira pas de nouvelles études, mais devra « envisager toutes les solutions avec la préoccupation d'apaiser l'ensemble des acteurs et de rétablir l'ordre public ».

Face aux trois médiateurs désignés par le gouvernement (Gérard Feldzer, Michel Badré et Anne Boquet), la délégation



PCF a indiqué les raisons de son mécontentement dues à la situation actuelle. Elle a rappelé le long processus de débat engagé depuis la Déclaration d'Utilité Publique jusqu'à la consultation des habitants du département.

Pourtant, alors que le nombre de vols et de passagers ne cessent de croître au point de dépasser les prévisions les plus hautes avec près de 5 millions de passagers, que 180 recours juridiques des opposants ont été déboutés, la situation reste au statut quo. Pire, une mission devant étudier « toutes les solutions » est mise en place !

Malgré nos hésitations à rencontrer les médiateurs dont on peut douter de l'efficacité à atteindre leurs objectifs, le PCF a fait le choix de porter sa position autour de trois axes :

Le premier pour indiquer qu'il n'y a pas de solutions alternatives au transfert pour des raisons juridiques, des raisons techniques, des raisons humaines.

Le conseil municipal de Bouguenais inquiet

Demande que la situation financière de l'hôpital Daumézon soit rétablie



Établissement Public de santé spécialisé dans la prise en charge des pathologies en Santé Mentale, le Centre Hospitalier Georges Daumézon est implanté depuis 2012 à Bouguenais. **Ce centre de psychiatrie est le seul à prendre en charge la psychiatrie infanto-juvénile, sur le territoire du sud Loire allant de Machecoul au vignoble.**

En 2011, la Chambre Régionale des Comptes notait la faiblesse du plan global de financement de l'installation de l'hôpital à Bouguenais après son déménagement du site de Montbert, l'hôpital a dû emprunter plus que prévu.

Ainsi, l'hypothèse, vite oubliée, d'une piste d'atterrissage orientée Nord / Sud est inopérante au vue des vents portants, des populations survolées, des acquisitions de terrains à réaliser (Classement AOC).

La déconstruction/reconstruction de la piste actuelle, obligatoire pour une mise aux normes, prendrait plusieurs mois, sans aucun vol possible. Pour obtenir les 240m "tampons" nécessaires à chaque extrémité de la piste, il faudrait la décaler vers Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, abaissant ainsi la hauteur de survol et aggravant la situation de la ville et des habitants.



Le deuxième axe nous a permis de rappeler qu'aujourd'hui 45 000 habitants sont répertoriés dans le plan d'exposition au bruit, 64 000 demain, 80 000 à terme. Le trafic a progressé d'un million de passagers en 3 ans, doublé en 10 ans. C'est la plus forte progression en France.

Nous avons également indiqué que le transfert permet de construire 6 000 logements pour 15 000 habitants à l'intérieur du périphérique nantais, économisant ainsi, en étalement urbain, deux fois la surface de l'aéroport.

Enfin, le troisième axe tient à la démocratie. Avec plus de 55 % d'avis favorable au transfert, avec une participation supérieure à celle des élections législatives (51%), il s'agit désormais de respecter la démocratie qui s'est exprimée dans les urnes il y a un an. Pour les Communistes de Loire-Atlantique, il est inenvisageable que l'État ne se porte pas garant d'un choix clairement exprimé lors d'une consultation qu'il a lui même imposé.

Dans ce contexte, nous resterons vigilants et déterminés à faire aboutir cette opération suspendue depuis trop longtemps.

Cet emprunt pèse bien trop lourdement sur les finances de l'établissement et le gel de la dotation annuelle a contraint la direction de l'hôpital à réaliser des économies de plus en plus profondes touchant dans un premier temps le personnel et les activités administratives, techniques et de maintenance.

Désormais, le personnel soignant lui aussi est touché ce qui impacte nécessairement sur la prise en charge des patients. Malgré ces mesures douloureuses, l'hôpital présente un budget en déficit, déficit qui s'aggravera dans les années à venir.

Le 8 juin 2017, les personnels du Centre Hospitalier lançaient un appel afin de pouvoir assurer leurs missions de santé publique. Les restrictions budgétaires et les suppressions de postes imposées mettent gravement en péril la qualité des soins en Psychiatrie et Santé Mentale.

Considérant que la sécurité et le bien-être du personnel comme des patients risquent de ne plus être assurés, **le conseil municipal de Bouguenais a donc voté un vœu afin que l'Agence Régionale de Santé, augmente les financements du centre Hospitalier et que nombre de postes nécessaires au fonctionnement de l'établissement soit revu.**

Nantes Métropole : des terrains pour l'insertion des migrants de l'Est

Les Roms sont maintenant appelés de manière plus institutionnelle les Migrants de l'Est européen Non Sédentarisés (MENS), si cette nouvelle appellation n'a pas changé grand-chose à leur situation précaire et à leurs expulsions intempestives depuis qu'une population de 1500 à 2000 personnes est arrivé à Nantes dans les années 80 et 90.

Les 24 maires de l'agglomération nantaise ont pris en charge les responsabilités de l'Etat et de l'Europe avec l'aide de la métropole afin de ne pas laisser des familles entières dans des conditions de vies indignes.

Lundi 26 juin, après un an de concertation l'ensemble du conseil communautaire a décidé d'ouvrir un fonds de concours pour l'aménagement des terrains d'insertion pour les Roms dans les communes de l'agglomération.

L'idée est de fixer ses populations sur des terrains aménagés et surtout arrêter de les expulser et de créer les conditions favorables à leur intégration sur le territoire. **Emplois, scolarité pour les enfants c'est un premier pas pour eux vers la fin des discriminations sur notre territoire.**

Le musée d'Arts succède au musée des Beaux-arts de Nantes

Après six années de fermeture, un chantier gigantesque, le musée d'Arts de Nantes, vient de rouvrir ses portes au public le vendredi 23 juin (déjà 16.000 visiteurs durant tout le week-end du 24 et 25 juin).

Près de 800 œuvres couvrant XXI siècles de création sont exposés dans le nouvel écrin qui s'est enrichi d'un nouveau bâtiment, le Cube, entièrement dédié à l'art contemporain.

On y retrouve les œuvres incontournables, à l'exemple de Madame de Senonnes de Jean-Dominique Ingres véritable icône du musée nantais.

Sa visite est maintenant incontournable.





**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Philippe II : l'avènement de la technocratie



Le 21 juin dernier, E. Macron a présenté son nouveau gouvernement suite aux élections législatives. **Ces élections lui ayant conféré une très large majorité, le Président a pu construire son gouvernement librement.** En effet, il était assuré d'obtenir la confiance du Parlement bien que celle-ci ne soit plus obligatoire depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 1958.

Ce nouveau gouvernement est encore un gouvernement aux effectifs resserrés ce qui pose la question de l'expertise que vont avoir les ministres sur les sujets tant ils ont de nombreux portefeuilles à gérer.

Conséquence de cette réduction du nombre de ministres, certains sujets qui bénéficiaient auparavant d'un ministère dédié sont aujourd'hui relégués à de simples portefeuilles attribués aux ministres. Parmi les « ministères disparus » nous retrouvons l'enfance, les personnes âgées, la mer et le logement. **Alors même que notre population vieillit, que la France est le deuxième espace maritime mondial, que le logement est le premier poste de dépenses des ménages et que nous n'avons toujours pas réglé la problématique du mal-logement,** il semble que notre nouveau président préfère l'affichage médiatique au traitement des problèmes au fond.

Cette logique de l'affichage est d'autant plus visible avec la question des droits des femmes. Alors que F. Hollande avait, dans ses premiers gouvernements, mis en place un ministère de l'Égalité des femmes, qui avait finalement été supprimé, le candidat Macron avait promis un ministère dédié. Finalement, ce n'est qu'un secrétariat d'État. Il semblerait que, comme l'a souligné l'association Osez le Féminisme, le féminisme ne soit pour notre Président qu'un outil marketing. Les illustrations se multiplient d'ailleurs puisqu'il a insinué avant la nomination du Premier Ministre, puis avant la nomination du Président de l'Assemblée Nationale qu'il préférerait confier ce poste à une femme. Finalement, nous avons bien un homme à Matignon et un homme au perchoir. **Que les phalocrates soient rassurés !**

Enfin, sous couvert de renouvellement, ce gouvernement, comme le précédent a des tendances technocratiques. Sur les 29 ministres, 12 sont estampillés « société civile » dont notamment la directrice de l'ENA, la présidente de la RATP et une conseillère constitutionnelle. **L'entrée de ces hauts fonctionnaires dans le gouvernement est à l'image du ministre Macron. Pour autant, quand près de la moitié du gouvernement n'a jamais été élu, de sérieuses questions de projet politique et de légitimité se posent.**

Université d'été du PCF



Pour la deuxième année, c'est Angers qui accueille l'université d'été du Parti Communiste Français. Après ce cycle électoral intense et surprenant qui a en apparence au moins transformé radicalement le paysage politique, c'est une occasion de faire le point, de prendre le temps de comprendre les profondes mutations politiques, économiques, sociales à l'œuvre dans notre pays. C'est entrer dans la connaissance fine des mauvais coups préparés par Emmanuel Macron et se préparer à y résister avec force. C'est aussi penser le dépassement du capitalisme et les voies les plus pertinentes en la matière dans la période qui s'ouvre.

Le Parti Communiste est en effet engagé dans un grand travail collectif pour penser à nouveau à son fonctionnement, ses buts, sa stratégie : l'université d'été 2017 sera une immense agora mettant à son ordre du jour la transformation du Parti pour mener efficacement la lutte de classes du XXIe siècle.

L'université d'été, c'est enfin 3 jours de découvertes, de Dante au Capital, de la physique des particules à Lord Byron, des luttes de classes médiévales aux comètes et météorites en passant par le centenaire d'Octobre ou le 75e anniversaire de l'assassinat du philosophe martyr Georges Politzer, fusillé au Mont-Valérien.

Du 25 au 27 août 2017 à Angers

Inscrivez-vous vite auprès de la fédération de Loire-Atlantique au 02 40 35 03 00.

A noter que l'université d'été est ouverte aux familles et accueille les enfants à partir de 3 ans, ils peuvent en effet être confiés à des professionnels agréés si vous le signalez lors de votre inscription.

Une sénatrice au chevet des producteurs de sucre de cannes



Comme c'est le cas pour les producteurs de lait en métropole, les producteurs de sucre de canne connaissent une grave crise et demandent une revalorisation de la rémunération du prix de la tonne de canne. En cause les industriels qui achètent la canne à bas prix. **C'est à Nantes auprès du groupe Tereos que la sénatrice communiste Gélita Hoarau est venue plaider la cause des producteurs.**

L'élue de la réunion a profité de son déplacement à Nantes pour visiter le Mémorial de l'abolition de l'esclavage, une visite émouvante en compagnie d'Aymeric SEASSAU, « Cette visite me replonge dans mon histoire familiale, la mémoire de l'esclavage, mon arrière grand-père est né sur un bateau, je suis venue ici me trouver, retrouver mon passé », nous confiera-t-elle.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :



Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Jeannine TROUILLARD
Clément RENIER
Imprimé sur du papier produit en France à partir de 100 % de fibres recyclées. Ce papier fourni par UPM sous le numéro FI/011/001 est porteur de l'écolabel européen.
Eutrophisation : 0,009 kg/tonne

Pedro MAIA
Véronique MAHE
Robin SALECROIX



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES